

Sécurité de la vieillesse

cription sans parler du prix des aliments qu'ils ne peuvent pas se permettre d'acheter. J'espère que je ne serai pas trop amer dans ma condamnation du gouvernement pour sa politique financière, mais il est très difficile aujourd'hui de dissocier le besoin d'une augmentation des pensions du prix des aliments, des politiques économiques de leurs répercussions sur le coût de la vie. En tout cas, j'essaierai de suivre votre conseil, monsieur le président.

J'ai entendu beaucoup d'extraits du discours qu'a fait le ministre des Finances lors de la présentation du budget, le 19 février. Ce sera sans aucun doute pendant un certain temps un filon pour les autres partis quand ils chercheront des suppositions et des prévisions erronées et un manque général de compréhension de l'économie, actuelle et future. Ma citation favorite est lorsque le ministre des Finances libéral a dit, sous les applaudissements de ses partenaires de coalition:

Ce budget vise à atténuer la poussée inflationniste au Canada...

Plus loin dans le même paragraphe on trouve:

Il est essentiel aussi d'alléger la pression qu'exerce la hausse des prix sur les budgets familiaux et l'érosion de l'épargne durement réalisés des Canadiens.

Je me rends bien compte que mes collègues discuteront pour savoir laquelle de toutes les déclarations inexactes et inappropriées de l'exposé budgétaire est la plus éloignée de ce qui est arrivé depuis lors; pour ma part, je choisis celle que je viens de citer. Elle fait preuve d'un manque presque incroyable de prescience. Le ministre des Finances trouve qu'une erreur de 500 millions de dollars n'a pas d'importance et il se vante que le dollar canadien se tient au niveau du dollar américain, mais il omet de signaler la diminution désastreuse du dollar américain qu'il est si fier d'accompagner dans sa chute. C'est un peu comme le second du *Titanic* qui se vante qu'il ne sombrera pas plus vite que le capitaine.

Des voix: Bravo!

M. McKinnon: Les politiques fiscales et économiques du gouvernement ont produit l'inflation qui suscite des demandes d'augmentation de salaire de la part des travailleurs. Que pouvait-on prévoir d'autre? L'inflation prend au travailleur une partie de son chèque de paie, ce qui donne lieu à de l'agitation ouvrière. Étant donné que le gouvernement semble incapable de formuler un projet de loi qui puisse même tenter de résoudre le problème de l'inflation, je prédis que l'agitation ouvrière continuera. L'inflation en est la cause et de sa façon habituelle, cette coalition des néo-démocrates et des libéraux passe outre à la cause du mal et légifère contre l'effet.

J'ai lu quelques ouvrages sur cette question pour voir ce que certains spécialistes ont pensé de l'inflation. J'ai noté ce que Bernard Baruch a dit à ce sujet:

L'inflation—la question économique la plus importante de notre époque—la menace la plus grave pour notre bien-être économique

J'ai trouvé une autre pensée que je voudrais citer et qui est d'un auteur dont on ne s'attendait pas qu'il parle de l'inflation. Hemingway a dit un jour:

La première panacée pour un État mal dirigé est l'inflation monétaire; la deuxième est la guerre. Les deux entraînent une prospérité provisoire, mais aussi la ruine permanente.

La citation qui serait peut-être la plus populaire à la Chambre sous un gouvernement minoritaire serait cette déclaration d'un homme politique éminent d'un autre pays qui a déclaré:

Dans un pays après l'autre, il devient inconcevable que l'on élabore des politiques économiques nationales qui ne contiennent

[M. McKinnon.]

pas, comme élément déterminant, une certaine forme de politique en matière de revenu.

Ce sont les paroles de M. Harold Wilson, ancien premier ministre de Grande-Bretagne et chef du parti travailliste que l'on pourrait difficilement qualifier d'anti-syndicaliste. Il a déclaré qu'aujourd'hui dans tout pays industrialisé le défi majeur est d'enrayer l'inflation.

Je désire parler également de l'incertitude que suscite notre économie. Les changements rapides des prix, les taux d'intérêt, les fluctuations des valeurs, et le reste, ont suscité l'incertitude, l'appréhension et même la crainte chez les investisseurs, les entreprises et dans le public en général. Les grandes incertitudes en ce qui concerne l'offre et la demande empêchent les entreprises de prendre toute décision à long terme.

Le Canadien moyen est troublé et préoccupé. Peut-il acheter une maison pour sa famille lorsque les taux d'intérêt dépassent 10 p. 100? Les poussées inflationnistes provoqueront-elles la diminution de ses économies qui deviendront insuffisantes pour ses besoins? Sera-t-il même en mesure de subvenir à ses besoins actuels lorsque les prix des articles de base, tels que les produits alimentaires, les vêtements et les logements montent en flèche?

C'est ce qu'éprouvent les Canadiens à tous les échelons sociaux; l'incertitude et l'appréhension devant l'avenir. Le retraité est inquiet lorsqu'il voit que le pouvoir d'achat de son chèque diminue, l'ouvrier est inquiet lorsqu'il se rend compte que la valeur du salaire qu'il a péniblement gagné diminue chaque fois qu'il fait des courses au magasin, l'homme d'affaires se préoccupe de l'augmentation des salaires et des taux d'intérêt, et le producteur s'inquiète du coût des machines, de la main-d'œuvre et des approvisionnements.

Qui doit-on blâmer? Peut-on rendre les agriculteurs responsables de l'augmentation des frais de production et les blâmer de vouloir obtenir un niveau de vie raisonnable? Peut-on tenir les fabricants complètement responsables du montant plus élevé qu'ils doivent payer pour l'acquisition des matières premières et les salaires de la main-d'œuvre? Peut-on blâmer l'ouvrier parce qu'il demande des augmentations lorsque la valeur réelle de son salaire diminue? Finalement, peut-on blâmer le retraité de vouloir vivre avec un minimum de dignité? Je pense que la réponse à toutes ces questions est négative. L'incertitude et la crainte qui se manifestent résultent de la confusion dans laquelle le gouvernement actuel a laissé sombrer l'économie canadienne.

Quelques rares producteurs profitent peut-être des craintes engendrées par les pénuries pour amasser des bénéfices, d'accord. Quelques rares compagnies exploitent peut-être le consommateur avec des hausses excessives et certains autres groupes peu nombreux exigent peut-être des hausses de salaires injustifiables et exagérées. Mais ce serait manquer de réalisme que de vouloir déceler, dans un cas comme dans l'autre, la cause du malaise économique. C'est comme si on examinait les problèmes du 19^e siècle pour résoudre ceux d'aujourd'hui.

Que fait le gouvernement? Il nous présente ce salmigondis législatif comme une solution aux véritables problèmes de l'économie canadienne. Ces mesures sont grandement insuffisantes en ce qu'elles s'attaquent aux symptômes et non à la source du mal. Cela ne signifie pas que notre parti s'oppose à la mesure en soi, car ce serait idiot de s'opposer à un remède de nature à améliorer l'état d'un malade. Nous allons appuyer ces mesures, car elles vont remédier d'une certaine façon aux souffrances de certains Canadiens.